

# Les gens de savoir en Europe à la fin du Moyen Age [Jacques Verger]

Autor(en): **Glaenzer, Antoine**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **49 (1999)**

Heft 2

PDF erstellt am: **11.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Dans cette perspective, le contraste entre noble et non-libre est saisissant dans la mesure où le noble se déplace beaucoup, alors que le non-libre est attaché à la glèbe et ne doit pas le service militaire. Le genre de mode de vie noble et ses aspects culturels et moraux sont parfaitement décrits, et l'on relèvera avec intérêt que les jeux d'argent étaient déconseillés aux nobles: il est utile de remarquer à cet égard que, dans les années 1480, le comte de Neuchâtel Rodolphe de Hochberg proscrit tout endettement. Bien que l'auteur n'aborde pas l'étude des noblesses étrangères, il faut cependant vivement recommander la lecture de cet ouvrage stimulant à tous les chercheurs s'intéressant à la noblesse médiévale.

Maurice de Tribolet, Auvergnier

Jacques Verger: **Les gens de savoir en Europe à la fin du Moyen Age**. Paris, P.U.F., 1997, 240 p., (Moyen Age).

Après avoir consacré l'essentiel de ses travaux aux universités<sup>1</sup>, Jacques Verger nous propose de porter notre regard sur ceux qu'il appelle les «gens de savoir» aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Cette notion, qui ne rencontre d'équivalent ni dans la langue médiévale (*clericus, magister*) ni dans la terminologie moderne (intellectuels, *Gelahrten*), concerne des personnes ayant «la maîtrise d'un certain niveau de connaissances» débouchant sur des compétences pratiques reconnues par la société environnante (p. 3). Pour en dégager le profil, l'auteur s'en est tenu à trois étapes visant à déterminer quelle était leur culture et leur formation, leurs fonctions dans la société et enfin si nous avons affaire à un groupe social qui a pris conscience de soi pendant qu'il était en voie de constitution.

Les deux piliers de la culture des gens de savoir sont le latin et Aristote. Le latin entre en compétition avec les langues vernaculaires puisqu'il s'imisce de plus en plus dans les domaines administratif et juridique. La diglossie des gens de savoir s'en trouve renforcée: ils dominent les registres vernaculaire et savant. Si le latin reste la langue de l'enseignement et de la mémoire, son utilisation dans les actes administratifs ou notariés diminue de manière spectaculaire. L'aristotélisme quant à lui est à comprendre comme une koïnè: un système logique qui forme le cadre commun dans lequel a lieu la réflexion.

Les universités sont l'une des bases de cet enseignement. C'est pour l'auteur l'occasion de nous présenter un travail de synthèse sur ce sujet, tout en remettant en question certaines appréciations historiographiques, comme celle du déclin des universités aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Pour J. Verger, le XIV<sup>e</sup> siècle marque l'apogée des universités médiévales, aussi bien en terme de rayonnement intellectuel que d'effectifs, d'autonomie et d'autorité doctrinale. Si elles rechignent à répondre aux aspirations qui feront l'humanisme, l'augmentation du nombre d'universités (environ 60 en 1500) et de facultés montre que leur enseignement n'est pas délaissé.

A la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, les anciens collèges que sont la Sorbonne ou le collège de Navarre voient apparaître, probablement sous l'impulsion des *studia* des ordres Mendicants, de nouveaux établissements. Au nord de l'Europe, les frères de la Vie Commune prônent une vie religieuse plus introvertie s'appuyant sur une lecture

1 Pour n'en citer que quelques-uns: Jacques Verger: *Les universités au Moyen Age*, Paris, PUF, 1973; (éd.), *Histoire des universités en France*, Toulouse, Privat, 1986; *L'amour castré, histoire d'Héloïse et Abélard*, Paris, Hermann Ed. des sciences et des arts, 1996; *La renaissance du XII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Cerf, 1996; *L'essor des universités au XIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Cerf, 1997.

directe de la Bible: ce sera la *devotio moderna*. En Italie, les collèges de Vérone et de Venise reprennent la lecture des auteurs latins. Précurseurs des collèges «de plein exercice» et à l'origine de l'humanisme, ils pousseront les universités, dès la fin du XV<sup>e</sup> siècle, à réformer leur enseignement.

L'acquisition du savoir est étroitement liée à son application pratique ainsi qu'à la notion de service. A part les universités, qui en accueillent un petit nombre, les gens de savoir vont trouver un emploi dans l'Eglise. Il n'y a pas pour autant identité entre les deux groupes puisque aux XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles, les laïcs lettrés ont un savoir plus étendu que celui d'un modeste moine. La papauté d'Avignon attirera vers elle une part importante des universitaires français. L'auteur y voit une des raisons de son succès: entre 1342 et 1370 une quarantaine de docteurs et de licenciés, surtout en droit, dirigeait la Curie, alors que la Chancellerie comptait environ 25% de licenciés. A Rome, ces places seront occupées par la noblesse, quelques humanistes italiens trouvant une charge auprès de la Curie à la fin du XV<sup>e</sup> siècle. L'Angleterre fera grand cas des gens formés dans ses institutions puisque à la même époque, 91% des évêques sortent d'Oxford ou de Cambridge.

Le service du prince est l'autre perspective d'obtenir une charge. En France aussi bien qu'en Angleterre, un nombre important de chanoines exercent des offices publics, alors qu'en Italie la tendance est plutôt de les tenir à l'écart des charges politiques et administratives.

Si l'Eglise et l'Etat s'améliorent mutuellement et permettent l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale, Jacques Verger nuance cette vision. La prosopographie lui permet d'insister sur les liens qui unissaient ces hommes et le pouvoir. Charles V, le Sage, s'entourait d'un cercle d'intellectuels issus de l'Université de Paris qu'il «*mandoit souvent pour oïr la doctrine de leur science*», selon les termes de Christine de Pisan. Plus tard, les ducs de Bourgogne sauront s'attacher les services de Jean Gerson. Le service du prince prend dans ces cas là une importance idéologique nouvelle puisqu'il tend à fortifier la souveraineté royale.

Il y a enfin des «intellectuels intermédiaires», détenteurs d'un savoir médiocre qu'ils ne sauraient enseigner et qui vont grossir les rangs des scribes, notaires et autres tabellions qui constituent des archives contenant des données empruntées au droit romain. Ils sauront se montrer les agents efficaces de la mise en œuvre d'une modernisation de l'Etat. Ce sont là autant d'éléments montrant un dialogue entre la culture savante et sa pratique.

La troisième partie, qui plus que les autres fait appel à la prosopographie, s'ouvre sur le problème des sources. Pour déterminer l'origine sociale des gens de savoir, il faudrait avoir accès, d'une manière quantitativement satisfaisante, aux relations familiales collatérales et au clientélisme qui en découle. Cette impossibilité détermine l'accent qualitatif de ce dernier chapitre.

La motivation la plus évidente pour commencer des études semble avoir été l'ascension sociale. On ne peut reprendre ici tous les exemples traités par l'auteur, qui vont du paysan Jean Gerson devenu chancelier, à la famille anglaise des Paston, en passant par le médecin des papes d'Avignon: Guy de Chauliac, à l'origine valet de ferme. Il nous paraît essentiel de retenir de cette présentation que l'accessibilité des études au plus grand nombre était déjà une préoccupation médiévale. Les soucis d'argent expliquent que la sphère familiale élargie était concernée par le choix de faire des études. Ils sont aussi à l'origine d'une ascension sociale qui se fera par paliers, en commençant par le notariat puis, dans la ou les générations suivantes, par des charges plus importantes, liées à l'obtention d'un doctorat. Ces

mouvements d'ascension, qui ont rapidement abouti à la consolidation d'une nouvelle élite par le biais des mariages, se font conjointement à des mouvements de reconversion des élites traditionnelles, soucieuses de conserver une partie sinon de leur pouvoir, du moins de leur prestige. Ces phénomènes montrent que c'est plus à une émergence qu'à une brusque apparition à laquelle nous avons affaire et que les élites n'étaient pas seules concernées.

C'est donc un travail de synthèse sur les universités et les connaissances qu'elles dispensaient que nous présente Jacques Verger. Les détails n'en sont pas pour autant gommés. Si la France sert de cadre général à cette présentation, les nombreuses comparaisons avec les autres pays d'Europe permettent de nuancer cette image. C'est dire que cette synthèse respecte les diversités médiévales. Bien que le terme de «gens de savoir» semble parfois trop vaste, puisque aussi bien les maîtres d'universités que les docteurs travaillant pour une administration en font partie, l'ouvrage de Verger nous invite à suivre ses traces, à tenter d'affiner notamment la séparation entre les gens de savoir et les «intellectuels intermédiaires» dans l'espoir de mieux comprendre quelle était la formation de ceux qui nous ont laissé le plus de sources: les notaires.

Certains choix d'édition viennent cependant ternir cette lecture. Un index, étant donnée la perspective européenne de cet ouvrage, aurait été un outil de travail bien utile. Enfin, les numérotations et systématisations de notes infrapaginales parfois inconséquentes, les nombreuses fautes d'orthographe et coquilles qui parsèment le livre, et que le moindre traitement de texte est à même de supprimer, trahissent une trop grande hâte de l'éditeur et finissent par troubler la lecture.

*Antoine Glaenger, Neuchâtel*

Jon Mathieu: **Geschichte der Alpen 1500–1900. Umwelt, Entwicklung, Gesellschaft.** Wien/Köln/Weimar, Böhlau Verlag, 1998. 253 S., 6 Abb.

Die historische Erforschung der Alpengebiete ist eine noch recht junge Disziplin, entsprechend zahlreich sind die offenen Fragen und entsprechend dünn gesät die Früchte der Erkenntnis. Offensichtlich wird dieses Problem vor allem bei einer Weitwinkel-Aufnahme des gesamten Alpenbogens. Gibt es eine alpenweite Geschichte, oder ist die Geschichte der Alpen die Summe der Geschichten der angrenzenden Nationalstaaten? Oder besteht ihre Geschichte geradezu darin, keine zu haben, wie Fernand Braudel 1949 meinte?

Nachdem Jon Mathieu 1992 den schweizerischen zentralen Alpenraum einer detaillierten Analyse unterzog, weitete er den geographischen und thematischen Raum auch im Rahmen seiner Tätigkeit innerhalb der Internationalen Gesellschaft für historische Alpenforschung stark aus. Als Folge habe sich insgesamt die Problemstellung auf dem Gang vom Alpental zum Alpenraum oder von der Mikro- zur Makrogeschichte verengt. Als Untersuchungsraum dient ihm der gesamte Alpenbogen von Nizza bis Wien, Schwerpunkte sind wirtschaftliche Fragen einerseits, politisch-gesellschaftliche Aspekte andererseits, welche er in neun Kapiteln behandelt.

Die alpine Bevölkerung hat sich, wie verschiedene Untersuchungen und Vergleiche zeigen, zwischen 1500 und 1900 beinahe verdreifacht, wobei vor allem im 16. und 19. Jahrhundert hohe Wachstumsraten zu verzeichnen waren. Der alpine Entwicklungstrend unterschied sich dadurch kaum vom europäischen Trend, doch scheint das Wachstum in den Alpen langfristig weitaus geringer ausgefallen zu